

Pau, le 26 avril 2023

ARRETE N°AP-2023-0177

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants ;
Vu le Code Pénal ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal en date 30 octobre 1986 qui réglementait le régime de priorité à l'intersection formée par les voies desserte du parking du centre commercial et l'avenue du président Kennedy, et à l'intersection formée les voies desserte du parking du centre commercial et la rue Lavoisier ;
Vu l'arrêté municipal en date du 8 mars 1990 réglementant le régime de priorité sur toutes les voies débouchant sur l'avenue du président Kennedy ;
Vu les arrêtés municipaux n°AP-2014-0057 et n°AP-2014-0058 en date du 4 avril 2014 réglementant le régime de priorité aux intersections formées par l'allée Zéline Reclus et l'avenue du président Kennedy, et par l'allée Léon Jaussely et l'avenue du président Kennedy ; ;
Considérant que les dispositions de l'arrêté initial ne permettent pas de l'appliquer ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publiques, d'abroger les arrêtés municipaux susvisés ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Les arrêtés municipaux en date du 30 mars 1986 et du 8 mars 1990 qui réglementaient le régime de priorité sur les diverses voies qui débouchent sur l'avenue du président Kennedy et la rue Lavoisier sont abrogés.


ARTICLE 2 – Les arrêtés municipaux n°AP-2014-0057 et n°AP-2014-0058 en date du 4 avril 2014 qui réglementaient le régime de priorité aux intersections formées par l'allée Zéline Reclus et l'avenue du président Kennedy, et par l'allée Léon Jaussely et l'avenue du président Kennedy sont abrogés.

ARTICLE 3 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du retrait de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

ARTICLE 4 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire